

RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Travail – Justice – Solidarité

CONAKRY

***INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE
DES DROITS HUMAINS***

Objet : Communiqué

L'Institution Nationale Indépendante des Droits Humains est très préoccupée par les discours et les agissements anti démocratiques développés par les plus importants Partis Politiques de notre pays :

- Le samedi, 14 octobre dernier, monsieur Malick Sankhon, directeur de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale et membre du Bureau Politique du Rpg-arc-en-ciel, Parti au pouvoir, avait affirmé, au siège du Parti, avoir recruté entre 2500 et 3000 jeunes contre-manifestants ;
- Le samedi, 28 octobre 2017, l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG), principal Parti de l'opposition a présenté des hommes vêtus de tee-shirts sur lesquels on pouvait lire « SECTION CAILLOUX » ;

Remarque :

- De tels discours et agissements avaient plongé le Rwanda, la Centrafrique, etc... dans les pires tragédies de leur histoire ;
- La Guinée traverse une période sensible avec des élections majeures en perspectives ;
- Le Ministre de la Défense Nationale, un Responsable du Bureau Politique du Rpg-arc-en-ciel, a affirmé, samedi, 28 octobre 2017, que son Parti rejetait toute idée de formation de milices, désavouant, de facto monsieur Sankhon ;
- Aucune sanction n'a été prise contre monsieur Sankhon.


L'INIDH :

A) Condamne ces propos et agissements anti démocratiques et contraires à notre désir commun de paix, de stabilité, de Démocratie et d'Etat de Droit ;

B) Exige :

- la dissolution immédiate de la milice annoncée par monsieur Sankhon, afin de ne pas exposer l'auteur à des poursuites judiciaires en cas de contre-manifestations engendrant des violations des droits de l'homme ;
- la dissolution immédiate de la Section Cailloux de l'UFDG afin de ne pas exposer le Parti à des poursuites judiciaires en cas de blessures infligées aux forces de défense et de sécurité, par jets de pierres, dans l'exercice de leur métier lors de manifestations politiques ;

C) Appelle l'ensemble des acteurs politiques à la retenue et à la responsabilité afin de promouvoir un environnement de paix et de stabilité, propice à la jouissance pleine et entière des droits civils et politiques dans notre pays.

Le Président

Dr Mamady KABA